

Daniel Bensaïd

Manifestation anti-fasciste

21 juin, provocation ou pas

Dans les veillées mortuaires, la retenue et la décence sont de mise. Les attaques contre le défunt deviennent obliques, les polémiques rampantes. L'attitude de la gauche respectueuse envers la Ligue communiste dissoute relève de cette pudeur-là. On chuchote, on murmure avec condescendance, on laisse échapper que la Ligue serait tombée dans une provocation.

Le PSU y aurait échappé par clairvoyance. Le PCF par expérience. Régis Debray, docte et paternaliste, explique dans *Politique Hebdo* que la provocation était transparente « pour un enfant de huit ans », à la minute même ; c'est aussi l'avis de la direction confédérale CFDT.

Tous s'en trouvent soulagés, justifiés. S'il y avait provocation, leur sage passivité l'a déjouée. Ils avaient raison d'être absents ! Mais le 20 juin, pour la défense des libertés, ce n'est pas la menace de provocation qui expliquait l'absence de la Fen, de la CFDT, du PS... Et si le 20 avait eu lieu le 21, si le PCF lui-même et la CGT avaient fait coïncider la défense des libertés avec la manifestation antifasciste, la provocation aurait-elle encore été possible ?

La vision policière de l'histoire...

Selon une conception dite événementielle, l'histoire se réduit à une suite chronologique d'événements : le déclenchement de la Guerre de 14 dépend de la provenance de l'arme qui tua l'archiduc à Sarajevo, le sort de l'Empire reste lié à l'interminable course entre Grouchy et Blucher dans les brumes de Waterloo, bref, la

face du monde tient au nez de Cléopâtre ! C'est souvent ainsi qu'on enseigne l'histoire à l'école. Les classes sociales, leurs intérêts, leurs affrontements disparaissent derrière le quotidien, le bon plaisir des grands hommes, l'événement journalistique qui feraient basculer le sort de l'humanité.

Cette conception mène droit à une vision policière de l'histoire : la société y est à la merci du coup de main, du complot, de la provocation, du grain de sable qui suffit à la faire basculer. Marcellin participe pleinement de cette vision : incapable de comprendre le mouvement des forces sociales qui vont le submerger, Marcellin ne voit que complots (internationaux) et noirs desseins ourdis contre l'ordre établi par des puissances ténébreuses.

... et son pendant réformiste

À cette hantise policière du complot répond, symétriquement, la hantise réformiste de la provocation. Pour les épiciers du mouvement ouvrier, acharnés à empiler des bulletins dans leur bas de laine électoral, les mouvements sociaux qui leur échappent apparaissent comme suscités et manipulés.

Les plus aveugles ont ainsi réussi à présenter la grève générale de 1968 (une grève de dix millions d'hommes !) comme une provocation destinée à saper les progrès électoraux de la gauche. Gérard Monatte, à la fois réformiste et policier, l'a dit on ne peut plus clairement : « On peut se poser la question de savoir, d'une part, si le gouvernement a été réellement inconscient ou, d'autre part, si effectivement on pouvait compter sur un réflexe de peur devant un déchaînement de violences pour tenter de faire modifier la représentation politique de l'Assemblée nationale, les élections de 1967 ayant pratiquement réduit la marge de sécurité du groupe majoritaire. »

La contre-manifestation organisée par les groupes d'extrême gauche, la Ligue, le PSU le 9 mars 1971 à l'occasion d'un meeting d'Ordre nouveau peut aussi être présentée comme une provocation préélectorale destinée à effrayer les électeurs modérés à cinq jours des municipales... Et encore, la dernière manifestation du 21 juin pourra faire figure de provocation préparatoire à la campagne des cantonales !

Brandi à tort et à travers, le spectre de la provocation constitue l'alibi de prédilection des réformistes : sous prétexte de déjouer la provocation, ils abdiquent toute responsabilité dans la lutte des classes, capitulant pour amadouer l'électorat démocrate et finissant par se mettre à sa remorque.

Un auteur bien peu clairvoyant, Bernard Thomas, a consacré récemment un gros volume aux provocations policières (édité chez Fayard). Il est tellement fasciné par son sujet que la politique se réduit dans son livre à un chassé-croisé de provocations réciproques, à un immense théâtre absurde de gendarmes et de voleurs. Au point que la grève des mineurs de 1948 devient une gigantesque manipulation policière de Jules Moch, le Marcellin « socialiste » de l'époque. Que Moch ait exploité la chose à sa façon, certes, mais la colère des mineurs, l'occupation des puits, ce mouvement social profond ne pouvaient naître de ses dossiers et de ses bureaux. De même, la manifestation antifasciste de Clichy en 1937 est présentée comme une simple provocation de la Cagoule pour diviser le Front populaire.

Moralité : la provocation nous guette : la meilleure façon de l'éviter, c'est de ne rien faire. Les vraies questions ne sont pas posées : quelle était la façon la plus efficace de combattre le fascisme en 1937 ? Quelle était la tactique de lutte la plus payante pour le prolétariat en 1968 ?

Devant la menace absolue et mystérieuse de la provocation érigée en épouvantail, il n'y a plus qu'à attendre et se taire !

La provocation du 21 juin ?

Alors, la Ligue communiste est-elle tombée dans une provocation le 21 juin ? Peut-être. Le dispositif policier, sa vulnérabilité, la protection obstinée accordée par le pouvoir à l'Ordre nouveau, tout cela était insolite. Les observateurs l'ont souligné, les manifestants l'ont ressenti. Mais qu'il y ait eu un piège, une provocation du pouvoir, ne permet pas pour autant de répondre positivement à la question : fallait-il ne rien faire le 21 ? Fallait-il rester chez soi ?

Ce sont ces questions qu'éluent, en se ruant sur l'aubaine de la provocation, toutes les mauvaises consciences.

Entendons-nous bien. Toute manifestation, inégalement certes, peut être prétexte à provocation, toute manifestation en comporte le risque. Et dans toute manifestation, il y a des provocateurs appointés, la chose est depuis longtemps connue. Le problème n'est pas d'exclure tout risque, mais de limiter les possibilités et la portée des provocations.

Il y a des provocations limpides. Les plus claires sont celles qui n'impliquent aucun mouvement de masse, qui sont relativement autonomes par rapport aux processus sociaux. Il suffisait d'un comparse pour incendier le Reichstag et d'une poignée pour orchestrer à l'automne 1969 les attentats à la bombe à Rome et Milan.

Lorsque le 10 mai 1968 nous dépavions la rue Gay-Lussac, les militants du PCF présents hurlaient à la provocation et peut-être des provocateurs ont-ils charrié leur part de pavés. Résultat : le pouvoir gaulliste a dû céder parce que la volonté de 10 000 barricadiers débordait largement le cadre d'une petite machina-

tion policière. De la première manifestation convoquée au lycée Chaptal, en 1970, pour protester contre l'arrestation du lycéen Guiot, on a dit qu'elle allait conduire au massacre, qu'elle servirait le pouvoir. Partis 3 000, les lycéens se retrouvèrent 20 000 après une longue marche dans Paris et le pouvoir dut céder. Le 22 mars dernier, manifester contre la loi Debré malgré l'interdiction prêtait à la provocation. Nous étions 100 000, il n'y eut pas le moindre problème. Autrement dit, plus la mobilisation est massive, moins la provocation est aisée. Ainsi, s'il y a eu provocation le 21 juin, ceux qui avaient déclaré forfait, qui avaient déserté, en portent une responsabilité plus grande que les manifestants eux-mêmes. Si nous avions été plusieurs dizaines de milliers, comme c'était possible, les provocations de Marcellin auraient été bousculées comme de minables ruses de guerre.

Comparons donc ce qui est comparable : la manifestation antifasciste du 21 juin et la manifestation anti-impérialiste du 20 janvier contre l'ambassade américaine, le jour du renouvellement du mandat présidentiel de Nixon. Des comités de mobilisation avaient été mis en place dans les quartiers, les facultés, les lycées, de nombreuses personnalités et organisations avaient signé l'appel. La manifestation fut presque aussi violente que le 21 juin, mais, après les bombardements de Hanoï, personne n'a parlé de provocation. Les combattants vietnamiens ont rendu hommage aux manifestants. Pour être sûr de ne pas tomber dans une provoc, le clairvoyant PSU avait déjà fait défection.

S'il y a eu erreur politique le 21 juin, elle ne réside pas dans la décision de riposter, mais dans les modalités de la riposte : misant sur l'indignation spontanée qu'aurait suscitée un meeting raciste, les organisateurs de la contre-

manifestation ont négligé la mobilisation prolongée préparatoire qui aurait pu élargir le soutien de masse à la contre-manifestation, en populariser l'idée dans l'avant-garde ouvrière. Laisser entendre comme le font le PCF, la CFDT, le PSU et autres Debré qu'il ne fallait pas manifester parce qu'il y avait risque de provocation, c'est ne pas voir que ce risque s'augmente de leur propre passivité, qu'ils cèdent sans combattre au chantage à la provocation, au lieu d'y répondre par l'élargissement de la mobilisation.

Fallait-il donc dénoncer les menées fascistes verbalement et attendre les bras croisés que les syndicats, le PC, le PS daignent s'en préoccuper ? Alors que déjà, les nazis d'Ordre nouveau sévissaient à Nice ? Alors que leur campagne raciste débouchait sur les ratonnades de Grasse ? Alors qu'elle conduit aujourd'hui à l'assassinat d'un travailleur portugais à Ivry et à l'attaque de la fête du PCF à Clamart ? C'est à cela qu'il faut répondre.

Provocation... et après ?

La notion même de provocation est trop ponctuelle, trop instantanée pour permettre de mesurer les modifications réelles du rapport de force. Or, c'est là le résultat décisif du 21 juin. Marcellin a voulu utiliser la Ligue pour ranimer la peur du rouge au couteau entre les dents, c'est son rôle de ministre de l'Intérieur. Il a exposé cyniquement des policiers pour raffermir les rangs de la police, il l'avait déjà tenté en mars 1970 à l'occasion de la banalisation du campus de Nanterre. Il a voulu, à travers la Ligue, frapper la IV^e Internationale, c'est son intérêt de flic international du capital.

Quel est le résultat ? La provocation démasquée, Marcellin apparaît comme le suspect n° 1 de l'affaire, comme un casseur assermenté, comme le coupable possible. L'alerte est don-

née dans le mouvement ouvrier sur le rôle des fascistes, sur leur utilisation par le pouvoir, sur leurs affinités avec les CDR. Contre la répression, le front se trouve raffermi et, pour la première fois depuis des dizaines d'années, le PCF prend la défense d'une organisation trotskiste!

Certains dans le mouvement ouvrier disent que la Ligue est tombée dans une provocation policière. Certains au gouvernement disent que Marcellin est tombé dans une provocation gauchiste

Comme quoi, cette provocation bonne à tout

ne permet guère de voir plus loin que le coup pour coup, de mesurer les transformations réelles du rapport de forces. Et tous les déserteurs du 21 juin n'en seront pas quittes avec un tel argument.

Rouge, 13 juillet 1973